

## **Interview pendant la grève de la faim**

*Entretien avec Andreas Baader, Gudrun Ensslin, Ulrike Meinhof et Jan Raspe, publié dans l'hebdomadaire d'actualités "Der Spiegel" du 20 janvier 1975.*

*L'interview avec les prisonniers et prisonnières à Stammheim a été menée par écrit en décembre 1974, au milieu de la troisième grève de la faim collective, qui a duré du 13 septembre 1974 au 5 février 1975, et durant laquelle Holger Meins est mort le 9 novembre. Vu les circonstances dans lesquelles l'interview a été réalisée, et comme les prisonnières et prisonniers de la RAF l'auront conclu plus tard, ce texte ne pouvait refléter l'histoire de leur lutte que d'une façon très abrégée et insuffisante. Il donne malgré tout, dans un style concis et mordant, un aperçu de leur point de vue sur la situation en prison et du contexte politique.*

– Le collectif de la RAF a-t-il adopté une nouvelle tactique? Les campagnes planifiées et dirigées depuis les prisons ont éveillé dans la population le même intérêt à votre sujet que les bombes et grenades en 1972.

Il ne s'agit pas de bavardages sur la tactique. Nous sommes en taule et nous luttons actuellement avec la seule arme qui nous reste en prison et dans l'isolement: la grève de la faim collective, afin de sortir du processus de destruction – des années d'isolement social – dans lequel nous nous trouvons. C'est une lutte de vie ou de mort parce que nous n'avons pas d'autre choix que de gagner ou de mourir dans cette grève de la faim ou alors d'être détruits psychologiquement et physiquement par le lavage de cerveau, l'isolement et les traitements spéciaux.

– Peut-on parler de "torture par isolement" ou même de "détention de destruction"? Vous lisez un paquet de journaux, pouvez écouter la radio et regarder la télévision de temps en temps. M. Baader, par exemple, a eu à sa disposition à un certain moment une bibliothèque de 400 volumes. Vous avez des contacts avec d'autres membres de la RAF, échangez des messages clandestins, vous recevez des visiteurs et vos avocats font des va-et-vient chez vous.

Si l'on ne possède que les informations diffusées par *Der Spiegel* et les services de sécurité de l'Etat, on pourrait se poser la question. Après deux, trois, quatre années d'isolement social, on ne se la pose plus, là on sait que l'on se trouve dans un processus de destruction. On le supporte peut-être pendant quelques mois, pas pendant des années. Briser l'institutionnalisation du lavage de cerveau par l'isolement est pour nous la condition de notre survie, c'est de ça que dépendra si les procès se dérouleront avec ou sans nous. Affirmer qu'il s'agirait pour nous, par cette grève de la faim, de nous rendre nous-mêmes inaptes à la détention et inaptes à comparaître devant le tribunal – alors que chacun sait que des prisonniers politiques inaptes à la détention sont des prisonniers morts – cette affirmation-là fait partie de la contre-tactique, de la contre-propagande. Le parquet fédéral a reporté ces procès pendant trois ans et demi pour briser les prisonniers par l'isolement, les quartiers de haute sécurité, les constructions de lavage de cerveau et de psychiatisation. C'est le parquet fédéral qui ne veut plus de ces procès, et s'ils les voulaient, alors ce serait sans accusés et sans avocats, parce qu'il est devenu évident qu'en tant que procès-spectacle contre la politique révolutionnaire – l'auto-représentation du pouvoir d'Etat impérialiste que Buback [1] envisage – ils ne peuvent être mis en scène qu'en notre absence.

– Malgré leur répétition constante, les mensonges ne deviennent pas plus crédibles, et l'opinion publique a compris depuis longtemps que ces mensonges sont lancés de mauvaise foi pour jeter le doute sur la justice, ce que vous avez incontestablement réussi.

C'est parce qu'il s'agit de faits dont vous ne pouvez pas faire disparaître la pertinence politique en les contestant.

– Vous êtes en détention préventive, inculpés pour des délits graves tels que meurtre et tentative de meurtre. Ne subissez-vous pas les mêmes conditions de détention que les autres prisonniers en détention préventive ?

Nous réclamons la suppression des traitements spéciaux et il ne s'agit pas seulement de prévenus. Pour les prisonniers et prisonnières politiques, la justice ne fait pas de différence. Et à ce propos, nous disons que tout prisonnier prolétaire qui comprend politiquement sa situation et qui organise la solidarité et la lutte des prisonniers, est un prisonnier politique, quel que soit la raison qui l'a conduit en prison. La justice isole également des prisonniers qui sont déjà condamnés, pour certains depuis quatre années, comme Werner Hoppe, Helmut Pohl, Rolf Heissler, Ulrich Luther, Siegfried Knutz. Plusieurs milliers ici sont maltraités par le système pénitentiaire et sont isolés à partir du moment où ils commencent à résister. C'est contre cela que cette grève de la faim lutte en tant qu'action collective: contre l'institutionnalisation de l'isolement. Dans les vieilles prisons, là où manquent les machines à isoler (sections pour les "fauteurs de trouble", ce qui signifie les personnes qui troublent l'inhumanité dont elles sont victimes), ces machines sont mises en place, comme à Tegel, Bruchsal, Straubing, Hannover, Zweibrücken, etc. Les nouvelles prisons incluent l'isolement comme système de détention dans les principes de construction de leur architecture, et ces principes s'inspirent, en Allemagne, non pas des modèles suédois, mais plutôt des méthodes et expériences américaines avec des programmes de réhabilitation fascistes.

– Dites-nous une fois concrètement, en quoi consiste ce que vous appelez traitements spéciaux. Nous avons fait des recherches sur les conditions actuelles de détention du collectif RAF. Nous n'avons pu trouver de traces de "traitements spéciaux", mais plutôt une série de privilèges.

Vous n'avez fait aucune recherche. Vous vous êtes laissés informer par la sûreté de l'Etat et par le parquet fédéral. Traitements spéciaux, cela signifie huit mois d'aile morte pour Ulrike, pour Astrid. Des années d'isolement social pour tous les prisonniers et toutes les prisonnières de la RAF. Des anesthésies forcées ordonnées par des magistrats "aux fins d'enquête". Pendant plusieurs années, la promenade mains liées. Sur ordre permanent de juges, "utilisation immédiate de la force", ce qui signifie des violences dans les cellules de tranquillisation, au cours des transports, des interrogatoires, des comparutions, lors des visites. La censure de journaux. Des lois d'exception. Des bâtiments spéciaux pour les procès contre les membres de la RAF à Kaiserslautern et à Stammheim – le procès à Stammheim avec un cirque d'Etat évalué à 150 millions de marks, dans une forteresse de béton gardée déjà maintenant par des unités de police de trois états fédéraux, alors qu'il semble que ni les accusés ni leurs défenseurs ne seront admis à l'audience – au cas où la justice laisserait des accusés en vie après tout. Entraves à la défense, publication de matériaux de la défense, manipulation de dossiers dans le cadre des campagnes du gouvernement visant à conditionner les verdicts et évincer les avocats. La presse de Springer dispose de dossiers avant la défense et dispose de dossiers dont le parquet fédéral prive les avocats de la défense. Les avocats sont surveillés jour et nuit, leurs courriers contrôlés, leurs téléphones mis sur écoute, leurs bureaux perquisitionnés. Les avocats font face à des sanctions disciplinaires de la part de leur barreau et à des inculpations pour leur travail d'information auprès de l'opinion publique. Les familles et les visiteurs font l'objet de pressions de la part des services de la sûreté de l'Etat, et ce jusque sur leur lieu de travail. Ils se font terroriser par une surveillance non dissimulée. Les personnes qui veulent nous écrire ou nous visiter sont espionnées et fichées. Sous la pression de la grève de la faim il y a un peu de maquillage, des trucs pour lesquels les ministères envoient des équipes filmer. Sur le fond, rien n'a changé. La réalité, c'est l'isolement organisé avec une précision meurtrière à l'intérieur des prisons – pour l'instant, des détenus peuvent se rencontrer par deux, deux heures par jour. Cela n'empêche pas le processus de destruction, ça reste un système fermé qui veut que le

lavage de cerveau continue et que l'interaction sociale soit rendue impossible. Par rapport à l'extérieur, l'isolement est perfectionné par l'exclusion des avocats, ou encore par la limitation de leur nombre. Si l'on s'en réfère à la déclaration de Posser [2] – six années de détention provisoire par exemple pour nous – et à la responsabilité du parquet fédéral pour l'ajournement des procès, on comprend ce que signifie la détention de destruction. Réfutez-nous donc un seul de ces “privilèges”.

– Au début, vous avez décrit la nutrition forcée comme une machination fasciste, après la mort de Holger Meins vous avez parlé de meurtre à petit feu. N'y a-t-il pas là une contradiction ?

Cela ne vient pas de nous, mais la nutrition forcée est un moyen tactique pour enlever à la grève de la faim son impact vis-à-vis l'opinion publique, en vérité pour dissimuler le meurtre – comme les unités de soins intensifs installées dans les prisons afin de pouvoir dire que tout a été fait alors que le plus simple n'a pas été fait: finir avec l'isolement et les traitements spéciaux. Holger Meins a été exécuté par sous-nutrition systématique. Dès le début, la nutrition forcée à la prison de Wittlich a été mise en oeuvre dans le but de l'assassiner. Au début par la brutalité, en employant la violence directe pour briser sa volonté – par la suite en faisant semblant. Avec 400 calories par jour il n'est qu'une question de temps, de jours, jusqu'à ce que l'on meurt. Le fait que Holger soit resté si longtemps à Wittlich, jusqu'à ce qu'il meurt, a été orchestré par Buback et le BKA-Sicherungsgruppe Bonn [3]. Le 21 octobre, le tribunal de Stuttgart avait ordonné le transfert de Holger Meins à Stuttgart au plus tard le 2 novembre. Dès le 24 octobre, Buback faisait savoir au tribunal de Stuttgart que la date du transfert ne pouvait pas être respectée par le BKA – une information qui n'a toutefois été rendue publique qu'après la mort de Holger. Pour terminer, le médecin de la prison Hutter a cessé complètement la nutrition forcée et est parti en voyage. Il faut également préciser que la police fédérale est tenue au courant par les directions des prisons de l'état des prisonniers pendant toute la durée de la grève de la faim, et que Hutter, avant qu'il se retire, parce que Holger était mourant, a demandé à Degenhardt de lui assurer qu'il ne ferait l'objet d'aucune plainte – de la même façon que toutes les plaintes portées contre Degenhardt ont été annulées. Degenhardt est le médecin qui, durant l'été 1973, pendant la seconde grève de la faim, a supprimé l'eau à Schwalmstadt “pour raisons médicales” pendant neuf jours, jusqu'au coma. [4] C'est ce médecin que Buback qualifiait de sommité médicale en parlant à Frey, qui soignait alors les prisonniers de Zweibrücken. Holger a été assassiné d'après un plan précis portant sur la manipulation de la date du transfert – c'est la faille qui permet au procureur général et à la police fédérale de viser les prisonniers directement. Le fait qu'aucun journaliste n'ait encore fait de recherches et de publications là-dessus, ne dit rien sur les faits eux-mêmes mais dit tout sur la collaboration, la complicité et l'amalgame entre les médias et les agences de la sûreté de l'Etat: le parquet fédéral, la police fédérale et les services de renseignement.

– Nous n'acceptons en aucune manière votre version du soi-disant “meurtre à petit feu” de Meins. Vous nous donnez l'impression d'une psychose de la persécution, ce qui serait très compréhensible après des années de clandestinité et de détention. Au *Spiegel*, nous avons critiqué le comportement du médecin de la prison Hutter; le parquet a ouvert une instruction contre lui.

Il ne s'agit pas de Hutter, ni de quelconque médecin de prison – ils ne décident quasiment rien. La médecine pénitentiaire est organisée hiérarchiquement, et Hutter est tout au plus l'un des personnages qui est facile à sacrifier. Un porc, mais un petit – il sera tout au plus rendu responsable bien que là aussi, personne qui connaît l'application des peines et la fonction réelle de la médecine pénitentiaire n'y croit. Ce que vous appelez critiquer c'est un vieux truc qui consiste à parler d'inconvénients, d'accidents de parcours afin de les rendre incompréhensibles, alors qu'en fait il ne s'agit pas d'accidents de parcours, mais de la société de classes, de sa justice, de ses camps de prisonniers. Compte tenu de la situation dans les prisons, de la démagogie fasciste autour de cette grève dans les médias, des concerts des politicards, des réactions incontrôlées par rapport

à l'action non-violente d'un petit groupe aux limites de la défensive – prisonnier et isolé – comme s'il s'agissait d'une attaque militaire (Strauss a parlé de droit de guerre), tout tend à montrer à quel point la couverture de légitimité du système est bouffée par ses crises politiques et économiques. C'est là que vous devriez chercher la maladie, face à l'intérêt réel qu'a l'Etat dans l'extermination des prisonniers et prisonnières de la RAF, plutôt que de baratiner des psychoses de persécution.

– Les Britanniques ont supprimé récemment la nutrition forcée, par exemple pour les terroristes de l'IRA. Les grèves de la faim étaient terminées aussitôt. Comment vous comporteriez-vous, dans ce cas?

Ce n'est pas *notre* problème. La CDU exige l'arrêt de la nutrition forcée, de la même manière qu'elle met le cap ouvertement vers l'état d'exception, le fascisme, alors que le SPD s'oriente, selon son potentiel électoral et son histoire, vers le même but, la fascisation. [5] Pénétration de l'Etat dans tous les domaines de la vie, militarisation totale de la politique, manipulation, endoctrinement du peuple par les médias, dans le sens des buts de la politique intérieure et extérieure de l'impérialisme ouest-allemand, c'est-à-dire camoufler et faire passer, vendre celle-ci comme politique pour le peuple, les socialement faibles, sous l'aspect de réformes. C'est ainsi que la CDU propage ouvertement le meurtre, alors que le SPD louvoie, essaie de camoufler les meurtres en suicide, et ne peut prendre position ouvertement pour la ligne dure de la police fédérale, qui décide en dernier ressort de nos conditions de détention.

– Ne voyez-vous pas de nouveau des fantômes? Toutes les déclarations connues jusqu'à présent de la RAF ne se basent-elles pas sur les analyses insoutenables sur *cet* Etat, *ce* SPD, *cette* CDU, *cette* justice?

C'est un peu bête ce que vous essayez d'insinuer ici. Ce que vous déclarez comme "insoutenable" ne se laisse pas commercialiser, et notre position: le contre-pouvoir prolétarien, est, d'une façon analytique et pratique, un antagonisme par rapport à la vôtre: le pouvoir impérialiste. Ce serait un symptôme de manque d'analyse de discuter des lacunes, des effets et de la base d'une politique révolutionnaire – dont la remise en question est votre job – avec des journalistes qui, depuis longtemps, se sont ouvertement revendiqués d'avoir une fonction affirmative dans un Etat dont la négation est justement la politique prolétarienne. Cette question à nous – en tant que question venant du *Spiegel* – n'a pas de sens. La théorie et la pratique ne *deviennent* unité que dans la lutte – c'est ça leur dialectique. Nous développons notre analyse comme une arme – ainsi elle est concrète, et seulement là où nous sommes en mesure de déterminer sa publication nous l'avons faite connaître.

– Vous ne voulez cesser votre grève de la faim que lorsque vos revendications auront été satisfaites. Avez-vous une perspective de succès? Dans le cas contraire, procéderiez-vous à une escalade, et par exemple, commenceriez-vous une grève de la soif si les revendications n'étaient pas satisfaites? Quelles autres actions préparez-vous à l'intérieur et à l'extérieur de la prison?

Buback croit encore pouvoir briser la grève de la faim et l'utiliser pour nous détruire, au moyen du meurtre, de la psychiatisation forcée, de la contre-propagande et de la guerre psychologique. C'est pourquoi des unités de soins intensifs ont été installées dans les prisons. Unités où nous devons être ligotés vingt-quatre heures sur vingt-quatre, mis en état de somnolence par des psychodrogues, nourris de force, dans un immobilisme total, tant physique que mental.

Le soutien publicitaire qui lui était nécessaire, Buback l'a eu, entre autres par l'initiative de Heinemann [6], mais également par l'essai de Ditfurth [7], paru dans *Der Spiegel*, précis quant au fascisme dans les mots, pour qui meurtre et psychiatisation forcés ne sont que des moyens lui permettant de véhiculer ses trucs cyniques, pour brutaliser le climat politique autour de la grève de la faim. Lorsque Carstens [8], à la mi-novembre, commença à propager ouvertement le meurtre

contre nous, il y avait encore dans l'opinion publique comme un choc, une contradiction, de l'horreur. La fonction de Heinemann était d'écarter les doutes, là où ils subsistaient encore, par rapport à la ligne dure de Buback; auprès des intellectuels, des écrivains, des églises. Le rôle de ce personnage a toujours été de revêtir d'un langage doux le contenu agressif de la politique de l'impérialisme ouest-allemand, en suggérant un contenu humaniste par son style, des faux-semblants et des manipulations dans les associations de mots. Les lettres de Heinemann étaient en réalité des appels nous demandant de nous soumettre au lavage de cerveau ou au meurtre. De la même manière qu'il a gracié Ruhland [9], il a propagé avec ses lettres les condamnations à mort du procureur général contre nous, en libérant la conscience de ses adeptes avec le geste humaniste. Ce qu'il voulait – comme en 1968 à Pâques, où, pendant sa législature, il a voulu intégrer dans le nouveau fascisme les étudiants, les anciens antifascistes et la nouvelle gauche – c'était de préparer le terrain pour les meurtres. Il y aura une escalade, nous mènerons une grève de la soif. Nous ne préparons pas d'actions, ni dedans, ni dehors, parce que nous sommes incarcérés et isolés.

– La mort de Holger Meins a-t-elle été opportune pour le collectif RAF ?

Ça c'est une projection fasciste, la réflexion de quelqu'un qui ne peut plus penser autrement qu'en termes du marché – le système qui réduit toute vie humaine à un objet d'argent, d'égoïsme, de pouvoir, de carrière. Comme le Che nous disons: "Le guerillero ne doit risquer sa vie que si cela est absolument nécessaire, mais alors sans hésiter un seul instant." Et certainement la mort de Holger a "la résonance de l'histoire", c'est-à-dire celle des peuples du monde qui se sont éveillés par la lutte armée anti-impérialiste et qui sont entrés dans l'histoire. Elle a brisé le boycott de l'information. Car, si beaucoup de gens ne s'éveillent seulement que lorsque quelqu'un est assassiné et à partir de ce moment seulement commencent à comprendre de quoi il s'agit, c'est que vous en êtes également responsable. Pendant huit semaines, *Der Spiegel* a passé sous silence la grève de la faim de quarante prisonniers et prisonnières politiques afin d'empêcher solidarité et protection.

– Nous avons fait des comptes rendus de la grève de la faim de la RAF plus d'une fois et de manière critique.

Votre premier compte rendu a paru le cinquante-troisième jour de la grève de la faim, soit cinq jours avant la mort de Holger Meins.

– Etes-vous préparés à voir d'autres morts?

Buback n'attend que ça dans son bureau.

– Vous pensez bien que nous trouvons un tel soupçon monstrueux.

Après un entretien avec Buback, Oestreicher, le secrétaire-général d'*Amnesty International* en Angleterre et entièrement du côté de l'Etat dans ses tentatives de conciliation en tant que défenseur professionnel des droits humains, était "épouvanté" de voir que Buback "joue froidement au poker avec la vie des prisonniers". Ainsi textuellement.

– Quel est le point de départ de votre analyse de l'état des choses en Allemagne de l'Ouest?

Centre impérialiste. Colonie américaine. Base militaire américaine. Puissance dirigeante impérialiste en Europe et dans le Marché commun, deuxième puissance militaire de l'OTAN. Représentant des intérêts de l'impérialisme américain en Europe occidentale. La fusion de l'impérialisme ouest-allemand (politiquement, économiquement, militairement, idéologiquement, fondé sur les mêmes intérêts d'exploitation du Tiers monde, ainsi que sur l'homogénéité des

structures sociales au moyen de la concentration des capitaux et de la culture de consommation) avec l'impérialisme américain caractérise la position de l'Allemagne vis-à-vis des pays du Tiers monde, en tant que parti dans les guerres conduites contre eux par l'impérialisme américain, en tant que "ville" dans le processus révolutionnaire mondial d'encercllement des villes par les campagnes. Dans cette mesure, la guérilla dans les métropoles est une guérilla urbaine aux deux sens du terme: géographiquement, elle émerge, opère et se développe dans les grandes villes, et au sens stratégique et politico-militaire elle est une guérilla urbaine car elle s'attaque de l'intérieur à la machine répressive de l'impérialisme dans les métropoles, elle combat comme unité de partisans sur les arrières de l'ennemi. C'est ce que nous entendons aujourd'hui par internationalisme prolétarien. Une chose est que l'Allemagne de l'Ouest fait partie du système étatique de l'impérialisme américain, ce n'est pas une nation opprimée mais une nation qui opprime. Dans un tel Etat, le développement du contre-pouvoir prolétarien et de sa lutte de libération, le démantèlement complet des structures dominantes, de pouvoir, ne peuvent être, dès leurs débuts, qu'internationalistes, ne sont possibles qu'en relation tactique et stratégique avec les luttes de libération des peuples opprimés. Historiquement: depuis 1918-1919, la bourgeoisie impérialiste, son Etat, a eu l'initiative dans le déroulement des luttes de classes en Allemagne et a été à l'offensive contre le peuple – jusqu'à la destruction des organisations du prolétariat dans le fascisme. Et ce jusqu'à la défaite de l'ancien fascisme, défaite due non pas à la lutte armée, mais à l'armée soviétique et aux alliés occidentaux. Jusqu'aujourd'hui. Dans les années vingt, il y a eu les fluctuations dans la Troisième Internationale, l'alignement total des partis communistes sur l'Union soviétique, ainsi l'incapacité du KPD d'en venir à une politique qui soit orientée vers la révolution prolétarienne et vers la conquête du pouvoir politique par la lutte armée et qui aurait pu développer l'identité de classe et l'énergie révolutionnaire dans le prolétariat. Après 1945, il y a eu l'offensive de lavage de cerveau de la part de l'impérialisme américain contre le peuple au moyen de l'anticommunisme, de la culture de consommation, de la restauration et refascisation politique, idéologique et militaire dans la guerre froide et d'une RDA [10] qui n'a pas transmis la politique communiste comme lutte de libération. La résistance antifasciste n'a pas eu la même résonance ici qu'en France, Italie, Yougoslavie, Grèce, Espagne et même en Hollande. Ce qui en subsistait après 1945 a été immédiatement brisé par les alliés occidentaux. Tout cela signifie pour nous et pour la gauche légale ici: il n'y a que peu à quoi nous rattacher, sur quoi nous appuyer historiquement, il n'y a pas grand-chose que nous puissions présupposer d'une façon ou d'une autre en termes organisationnels ou de conscience prolétarienne, pas même sur le plan des traditions démocratiques ou républicaines. Sur le plan de la politique intérieure, il s'agit là d'une des raisons rendant possible sans retenue le processus de fascisation, la surcroissance et l'excroissance de l'appareil policier, de la machine de sûreté de l'Etat en tant qu'Etat policier dans l'Etat, la suppression réelle de la division des pouvoirs, la promulgation de lois d'exception fascistes dans le cadre du programme de "sécurité interne" – depuis les lois d'exception jusqu'aux lois spéciales actuelles qui permettent le déroulement des procès politiques sans accusés ni défenseurs, comme pur procès-spectacle, mais également l'exclusion de "radicaux" des services publics et l'élargissement des compétences de la police fédérale. Une démocratie qui n'a pas été conquise mais qui a été imposée au peuple n'a pas de base de masse, ne peut être défendue et ne le sera pas. Tout cela sont les conditions spécifiques au territoire politique de l'Allemagne de l'Ouest. [11]

– Jusqu'à présent, avec des bombes et des slogans vous n'avez pu obtenir l'adhésion que de très petits groupes d'intellectuels et de sympathisants anarchistes. Croyez-vous encore pouvoir changer cela?

Les guerres de libération des peuples du Tiers monde ont des répercussions économiques, politiques, militaires et idéologiques sur la société des centres capitalistes, ce que Lin Biao appelait couper les pieds à l'impérialisme. Elles accentuent les contradictions dans les métropoles. Les moyens et les méthodes que le système emploie pour nier ces contradictions deviennent dépassés. Les réformes se transforment en répression, l'appareil militaire et policier est développé

démessurément et ce d'autant plus que les moyens manquent. L'appauvrissement de la population, la militarisation de la politique, la répression intensifiée, tel est le développement forcé de la crise du système. Sortir d'une position politique et historique défensive et intervenir dans ce processus de désintégration est la condition de base de la politique révolutionnaire ici.

– On vous reproche souvent un manque absolu d'influence sur les masses ainsi que de liaison avec la base. Imputez-vous cela au fait que le collectif RAF s'est éloigné de la réalité? Avez-vous, entre-temps, affûté votre optique? Beaucoup ont l'impression que vous n'attirez encore l'attention que là où vous suscitez de la pitié, en conséquence de quoi vous n'avez même pas l'approbation de l'extrême gauche. Où situez-vous vos partisans?

Il y a la *trace* de la politique de la RAF. Pas d'adhérents, de suiveurs, d'adeptes, mais la RAF et l'effet de notre politique – au niveau où beaucoup, à travers les mesures du gouvernement contre nous, modifient leur opinion sur cet Etat et commencent à le reconnaître pour ce qu'il est: la machine répressive de la bourgeoisie impérialiste contre le peuple; au point que beaucoup s'identifient avec notre lutte, deviennent plus conscients de leur propre possibilités, relativisent le pouvoir du système dans leur pensée, leur sensibilité et finalement dans leurs actions, et reconnaissent qu'il est *possible* de faire quelque chose, que le sentiment d'impuissance ne reflète pas la réalité objective; au niveau de l'internationalisme prolétarien, la conscience de la relation entre des luttes de libération dans le Tiers monde et ici, la possibilité et la nécessité de se rapprocher et de collaborer légalement et illégalement. Au niveau de la praxis: qu'il ne suffit pas de parler, mais qu'il est possible et nécessaire, nécessaire et possible, *d'agir*.

– Voulez-vous être des cadres et le rester et renverser seul le système ou bien croyez-vous toujours pouvoir mobiliser les masses prolétariennes?

Aucun révolutionnaire ne pense à "renverser seul le système", c'est absurde. Il n'y a pas de révolution sans le peuple. De telles affirmations contre Blanqui, Lénine, Che, contre nous maintenant n'ont jamais été autre chose que la dénonciation de toute initiative révolutionnaire, la référence aux masses ayant pour seule fonction de vendre et justifier une politique réformiste. Il ne s'agit pas de lutter seul, mais de créer, à partir des luttes quotidiennes, des mobilisations et des processus d'organisation de la gauche légale, un noyau politico-*militaire*, qui, sous les conditions de la persécution, de l'illégalité et de la pratique, doit mettre en place une infrastructure illégale – condition préalable à la capacité d'agir –, et qui pourra donner continuité, orientation, force et but aux luttes légales dans les usines, les quartiers, la rue et les universités par rapport à ce dont il s'agira dans le développement de la crise économique et politique du système impérialiste: la prise du pouvoir *politique*. La perspective de notre politique – le développement pour lequel nous nous battons: un fort mouvement de guérilla dans les métropoles – est, dans ce processus de défaite et de décomposition de l'impérialisme américain, un moyen nécessaire, une étape, dans la mesure où les luttes légales et les luttes qui se développent spontanément à partir des contradictions du système pourront être brisées par la répression dès qu'elles se manifestent. Ce que le parti bolchevique de cadres était pour Lénine est aujourd'hui, à l'époque de l'organisation multinationale du capital, des structures transnationales de la répression impérialiste à l'intérieur et à l'extérieur: l'organisation du contre-pouvoir prolétarien issu de la guérilla. Au cours de ce processus – national et international – elle se développe en parti révolutionnaire. Il est stupide, en l'état actuel des luttes anti-impérialistes en Asie, en Amérique latine, au Vietnam, Chili, Uruguay, Argentine, Palestine, de dire que nous sommes seuls. En Europe occidentale il n'y a pas seulement la RAF, il y a l'IRA, l'ETA, des groupes armés combattants en Italie, au Portugal, en Angleterre. Depuis 1968 il existe des groupes de guérilla urbaine aux Etats-Unis.

– Votre base, à l’heure actuelle, serait une quarantaine de camarades de la RAF en prison, approximativement trois cents anarchistes dans la clandestinité en Allemagne. Qu’en est-il du milieu des sympathisants?

Ce sont des chiffres de la police fédérale qui changent en permanence. Ils sont faux, les processus de prise de conscience ne se laissent pas quantifier aussi bêtement. A l’heure actuelle, la solidarité est en train de devenir internationale. Parallèlement à une sensibilisation de l’opinion publique internationale qui agit de plus en plus ouvertement par rapport à l’impérialisme ouest-allemand, on assiste également au développement d’une sensibilité quant à sa répression intérieure. Parmi les organisations de la gauche légale, depuis que la RAF existe, se développe un processus de discussions et de polarisation par rapport à la question de la politique armée. Un nouvel antifascisme est en train de se former, non plus basé sur la pitié apolitique avec les victimes et les persécutés mais dans l’identification avec la lutte anti-impérialiste, dirigé contre la police, la sûreté de l’Etat, les multinationales, contre l’impérialisme américain. Helmut Schmidt [12] n’aurait pas compté la RAF, à l’occasion de son discours de Nouvel An, parmi les cinq réalités menaçant le plus l’impérialisme en 1974 – l’inflation mondiale, la crise du pétrole, l’affaire Guillaume [13], le chômage, la RAF – si nous étions des poissons sans eau, si la politique révolutionnaire ici avait une base si étroite qu’ils le prétendent dans leurs campagnes de guerre psychologique.

– L’une de vos troupes d’appui principale, du moins le prétend-on, serait la douzaine d’avocats qui ont la charge de coordination tant en dehors qu’à l’intérieur de la prison. Quels rôles jouent vos avocats?

Celui d’avocates et avocats engagés. Ceux et celles qui connaissent nos dossiers, se politisent inévitablement, parce qu’à chaque instant, ils et elles font l’expérience, littéralement dès leur première visite à un prisonnier de la RAF, que rien de ce qu’on considérerait comme allant de soi en tant qu’instance judiciaire ne fonctionne plus. Les fouilles corporelles, le contrôle du courrier, les perquisitions dans les cellules, les persécutions, suspicions, les sanctions du barreau, la guerre psychologique, les poursuites pénales, les lois décrétées sur mesure pour leur exclusion de la défense, ce à quoi s’ajoute la connaissance des traitements spéciaux que nous subissons, leur impuissance totale à changer quoi que ce soit, par la procédure normale, c’est-à-dire en utilisant des arguments juridiques devant les tribunaux, et l’expérience qu’ils font à tout moment, que ce ne sont pas les juges mais la police fédérale et le parquet fédéral qui prennent toutes les décisions nous concernant, ce qui est une contradiction entre texte et réalité constitutionnelle, entre la façade de l’Etat constitutionnel et la réalité de l’Etat policier, tout cela les transforme en défenseurs et défenseuses de la constitution, des antifascistes. La volonté d’assimiler ces avocats à nous, d’en faire des “troupes auxiliaires”, ce qu’ils ne sont pas, fait partie de la contre-tactique de la police fédérale et du parquet fédéral. Dans la mesure où la justice est annexée dans ce procès par la police fédérale pour servir les buts de la contre-insurrection, où elle est utilisée comme instrument dans la stratégie de destruction menée contre nous par le parquet fédéral, les avocates et avocats qui se basent sur le principe de la séparation des pouvoirs sont considérés comme des obstacles à la fascisation et doivent donc être combattus.

– Avez-vous des problèmes de démarcation vis-à-vis d’autres groupes anarchistes opérant dans la clandestinité ?

Pas vis-à-vis du *Spiegel*.

– Qu’en est-il du Mouvement du 2 juin, qui approuve le meurtre à Berlin-Ouest du juge Drenkman? [14]

Demandez-le au Mouvement du 2 juin.

– Que pensez-vous de ceci: le meurtre de Drenkmann a-t-il servi à quelque chose?

Drenkmann n'est pas devenu la plus haute autorité judiciaire d'une ville de trois millions d'habitants sans avoir détruit la vie de milliers de personnes, sans leur avoir enlevé le droit de vivre, sans les avoir étranglés en s'appuyant sur des articles de loi, enfermés dans des cellules de prison, sans avoir brisé leur avenir. Il y a aussi le fait que malgré l'invitation des plus hautes autorités ouest-allemandes, le président de la république et le président de la cour constitutionnelle, 15.000 Berlinois seulement se sont rendus à l'enterrement, et cela dans une ville qui, autrefois, mobilisait de 500 à 600.000 personnes pour des manifestations anticommunistes. Vous savez vous-même que l'indignation suscitée par cet attentat contre la justice berlinoise n'est que de la propagande et de l'hypocrisie, que personne ne porte le deuil pour ce masque, et que cet exercice imposé n'était qu'un moyen de communication bourgeois et impérialiste. L'indignation exprimait un réflexe d'adaptation à un certain climat politique. Celui qui, sans être lui-même élite dirigeante, s'identifie spontanément à une telle mascarade de justice, dit seulement de lui que là où l'exploitation règne il ne peut se pencher que du côté de l'exploiteur. En termes d'analyse de classes, les protestations en faveur de Drenkmann, là où elles émanaient de la gauche et des libéraux, n'ont fait que les démasquer.

– Ce que nous en savons est quelque chose de tout à fait différent. Nous savons que Drenkmann a été abattu et nous tenons pour une impudence l'apologie de ce meurtre par la RAF. Celui-ci se réduit à une justice de lynchage pour un délit apparemment commis de façon collective par une justice que vous qualifiez de fasciste. Même lorsqu'on accepte la maxime que la fin justifie les moyens (ce que vous faites ouvertement), le meurtre de Drenkmann, eu égard à l'effet qu'il a produit sur le public, constitue une défaite pour le collectif RAF.

Nous ne justifions rien. La contre-violence révolutionnaire n'est pas seulement légitime, elle est notre seule possibilité et nous savons, nous, qu'au cours de son développement, elle donnera à la classe pour laquelle vous écrivez, d'autres occasions de se mettre en scène que la tentative de faire prisonnier un juge. Votre indignation doit être mise en relation avec votre silence sur l'attentat de Brème, lorsqu'une bombe a explosé dans une consigne peu après l'annulation d'un match de foot. Au contraire de l'action contre Drenkmann cette bombe n'était pas dirigée contre un membre de la classe dirigeante mais contre le peuple, il s'agissait d'une action fasciste sur le modèle de la CIA. Comment expliquez-vous, dans ce cas, que la police de la gare de Brème était déjà en état d'alerte le matin du 7 décembre – jour où la bombe explosa à 16 h 15 de l'après-midi – car elle avait été prévenue par la police de l'état de Hesse que l'on s'attendait à cet attentat dans les gares et dans les trains? Comment expliquez-vous que la protection civile de Brème-Nord avait déjà reçu à 15 h 30 l'ordre d'intervenir et d'envoyer cinq ambulances à la gare principale parce qu'une bombe allait y exploser, que la police était déjà là immédiatement après l'explosion avec l'information toute prête, selon quoi elle n'avait pas été mise au courant d'une attaque à la bombe à 15 h 56 et cela concernant un grand magasin du centre de la ville? Ainsi les autorités de Brème n'étaient pas seulement prévenues du moment et du lieu exacts mais elles disposaient aussitôt après l'explosion d'une information qui taisait, manipulait et détournait d'eux le scénario réel de leurs propres mesures? Qu'en est-il alors de votre indignation ?

– Nous vérifierons les faits que vous dépeignez. Vous seuls, dans la clandestinité, avez mis l'accent sur la violence. Lorsque les bombes ont explosé à Munich, à Heidelberg et à Hambourg, la RAF a tenu cela pour un fait politique et l'a revendiqué comme tel. Considérez-vous la violence contre les choses et les personnes comme un concept inefficace – qui n'entraîne pas la solidarité mais qui repousse – ou avez-vous plutôt l'intention de continuer dans cette voie?

La question est, qui repousse qui? Des photos de nous étaient accrochées aux palissades dans les rues d'Hanoï car l'attaque d'Heidelberg revendiquée par la RAF a détruit l'ordinateur au moyen

duquel étaient programmés et dirigés des bombardements américains sur le Nord-Vietnam. Les officiers, les soldats et les politiciens américains se sont sentis “repoussés” car, à Francfort ou à Heidelberg, ils ont soudain été confrontés à la guerre du Vietnam et ne se sentaient plus en sécurité sur leurs arrières. La politique révolutionnaire doit être aujourd’hui en même temps politique et militaire. C’est ce qui ressort de la structure de l’impérialisme: le fait que sa domination doit être assurée, à l’intérieur et à l’extérieur, dans les métropoles et dans le Tiers monde, tout d’abord militairement au moyen de pactes et d’interventions militaires, de programmes de contre-guérilla et de sécurité interne, c’est-à-dire l’élaboration à partir de l’intérieur de son appareil de violence. Etant donné le potentiel de violence de l’impérialisme, il n’y a pas de politique révolutionnaire sans résoudre la question de la violence à chaque étape de l’organisation révolutionnaire.

– Comment vous vous voyez vous-mêmes? Vous vous considérez anarchistes ou marxistes?

Marxistes. Mais la notion de l’anarchisme par la sûreté de l’Etat n’est rien d’autre qu’un brandon anticommuniste, qui ne tient à rien qu’à l’usage d’explosifs. Il est destiné en tant que rhétorique de la contre-révolution, étant donné la précarité des conditions de vie dans la sphère capitaliste, à manipuler les angoisses latentes, et toujours à portée de main, du chômage, de la crise et de la guerre, afin de vendre, par le biais des mesures de sécurité interne, le peuple à l’appareil d’Etat: police, services secrets, armée en tant qu’instruments du maintien de l’ordre et de la sécurité. Il vise à la mobilisation réactionnaire et fasciste du peuple, afin d’entraîner de façon manipulateur une identification avec l’appareil de violence d’Etat. Il s’agit aussi d’une tentative d’usurper au profit de l’Etat impérialiste la vieille querelle entre révolutionnaires marxistes et révolutionnaires anarchistes, de jouer contre nous l’affadissement opportuniste du marxisme orthodoxe qui dit que les marxistes ne doivent pas s’attaquer à l’Etat mais au capital, que seulement les usines et non les rues peuvent être le centre des luttes de classe, etc. Selon cette fausse compréhension du marxisme, Lénine était anarchiste et son livre *L’Etat et la Révolution* un oeuvre anarchiste. Il est cependant le livre stratégique par excellence du marxisme révolutionnaire. L’expérience de tous les mouvements de guérilla est simple: l’instrument du marxisme-léninisme, ce que Lénine, Mao, Giap, Fanon, Che, ont emprunté à la théorie de Marx, et développé, ce qui pour eux était utile, est une arme dans la lutte anti-impérialiste.

– La guerre populaire conçue par la RAF est devenue dans la conscience du peuple – semble-t-il – une guerre contre le peuple. Böll a parlé de 6 contre 60 millions. [15]

Il s’agit là d’un voeu impérialiste. C’est de cette façon qu’en 1972 le journal *Bild* a retourné la notion de guerre populaire en guerre contre le peuple. Si vous considérez le journal *Bild* comme la voix du peuple... Nous ne partageons pas le mépris de Böll pour les masses, car l’OTAN, les holdings multinationaux, la sûreté de l’Etat, les 127 bases militaires américaines en Allemagne, Dow Chemical, IBM, General Motors, la justice, la police, le BGS ne sont pas le peuple, et la suggestion que la politique du cartel pétrolier, de la CIA, du BND, de la cour constitutionnelle puisse être une politique pour le peuple, que l’Etat impérialiste incarne le bien-être de tout le monde – marteler cela dans la tête du peuple, c’est exactement cela l’affaire de *Bild*, du *Spiegel*, de la guerre psychologique menée par la police fédérale contre le peuple, contre nous.

– Vox populi, vox RAF? Ne remarquez-vous pas que plus personne ne descend dans la rue pour vous? Lorsqu’il y a un procès contre la RAF, vous ne rassemblez plus dans les tribunaux que de petits groupes; ne remarquez-vous pas qu’à partir du moment où vous avez lancé des bombes autour de vous, plus personne ne met de lit à votre disposition? Tout cela éclaire cependant en grande partie le succès des recherches entreprises contre la RAF depuis 1972. C’est vous et non Böll qui méprisez les masses.

Super, que vous répercutiez encore les platitudes de Hacker [16] – mais la situation se trouve caractérisée par une gauche légale encore tactiquement faible et éparse, qui ne peut pas transformer la mobilisation réactionnaire en mobilisation révolutionnaire contre la force de la répression dans le cadre national. Cette question ne se pose même pas. Nous disons que c'est précisément dans cette contradiction qu'une politique prolétarienne peut devenir la politique du prolétariat seulement en s'armant, par des transmissions qui en tant que problèmes de la révolution, de la stratégie, de l'analyse de classe dépassent certainement votre plate polémique. La RAF n'est pas le peuple mais un petit groupe qui a commencé la lutte, en tant que partie du peuple, qui ne deviendra force de l'histoire *pour* soi dans la lutte contre l'impérialisme qu'au cours du long processus des guerres de libération. La RAF, sa politique, sa ligne, ses actions sont prolétariennes, sont un début de contre-pouvoir prolétarien. La lutte a commencé. Vous parlez du fait que certains d'entre nous étant prisonniers – cela constitue *une* défaite. Vous ne parlez pas du prix politique déjà payé par l'Etat impérialiste contre un petit groupe comme la RAF. Parce qu'un des buts de l'action révolutionnaire, sa tactique dans cette phase de construction, est de contraindre l'Etat à agir ouvertement, de le contraindre à une réaction qui révèle les structures de la répression, de l'appareil de répression, qui les rend perceptibles, et ainsi se propose comme condition de lutte de l'initiative révolutionnaire. Marx dit: "Le progrès révolutionnaire avance dans la création d'une contre-révolution puissante et unifiée, par la création d'un adversaire qui seul par la lutte contre lui fera que le parti de l'insurrection mûrisse en devenant un véritable parti révolutionnaire." L'étonnant n'est pas que nous ayons subi une défaite, mais que depuis cinq ans la RAF existe – et les faits sur lesquels le gouvernement se base ont changés. En 1972, d'après un sondage, 20% des adultes avaient déclaré qu'ils accepteraient des poursuites judiciaires pour pouvoir cacher chez eux l'un d'entre nous. En 1973, une enquête parmi les écoliers révélait que 15% d'entre eux s'identifiaient aux actions de la RAF. Il est sûr que la politique révolutionnaire ne se fonde pas sur des enquêtes démographiques, car le processus de prise de conscience, de connaissance et de politisation n'est pas quantifiable. Mais c'est ce que signifie la théorie du développement de l'insurrection armée en guerre populaire prolongée – que dans le combat contre la structure de pouvoir de l'impérialisme le peuple trouvera à long terme sa cause, se délivrera de l'emprise des lavages de cerveau par les médias. Parce que notre combat est de la *realpolitik*, c'est un combat contre les ennemis réels du peuple, tandis que la contre-révolution est contrainte de mentir. Il y a cependant le problème du chauvinisme des métropoles dans la conscience du peuple, lequel, en termes de catégories économiques, est mal défini par le concept d'aristocratie ouvrière. Il y a le problème que l'identité nationale dans les métropoles ne peut être que réactionnaire, comme identification avec l'impérialisme. Cela signifie dès le début que la conscience révolutionnaire au sein du peuple n'est possible que dans le cadre de l'internationalisme prolétarien, dans l'identification avec les luttes de libération anti-impérialistes des peuples du Tiers monde, et ne peut pas seulement se développer à travers les luttes de classes ici. Etre cette articulation, réaliser l'internationalisme prolétarien comme condition de base de la politique révolutionnaire, être de cette façon la liaison entre les luttes de classe ici et les luttes de libération du Tiers monde, est l'affaire de la guérilla urbaine.

[1] Siegfried Buback était le procureur général, tué par un commando de la RAF en 1977.

[2] Diether Posser, ministre de la justice de la Rhénanie-du-Nord-Westphalie.

[3] BKA: la police fédérale. Le *Sicherungsgruppe Bonn* du BKA était le prédécesseur du Département Terrorisme (BKA-TE) de la police fédérale. Cette unité était responsable des poursuites contre la RAF et déterminait aussi leurs conditions de détention.

[4] Schwalmstadt était la prison dans laquelle se trouvait Andreas Baader avant d'être transféré à Stuttgart-Stammheim en novembre 1974. Pendant les deux premières grèves de la faim en 1973, Andreas a été privé d'eau du 9 au 14 février et du 24 mai au 4 juin.

[5] CDU: parti chrétien-démocrate, SPD: parti social-démocrate.

[6] Gustav Heinemann, président de l'Allemagne de l'Ouest entre 1969 et 1974.

[7] Christian von Dittfurth, journaliste.

[8] Karl Carstens, à l'époque chef de l'opposition (chrétien-démocrate) au parlement fédéral.

[9] Karl-Heinz Ruhland, un des premiers témoins contre les membres de la RAF dans les procès.

[10] RDA, République Démocratique Allemande, l'Allemagne de l'Est, la DDR.

[11] Voir aussi les déclarations lors du procès de Stammheim à propos de l'histoire de l'Allemagne et de la Troisième Internationale.

[12] Helmut Schmidt, chancelier de l'Allemagne de l'Ouest entre 1974 et 1982.

[13] L'affaire impliquant l'espion Günter Guillaume a été une des causes de la démission du chancelier Willy Brandt, prédécesseur de Helmut Schmidt.

[14] Günter von Drenkmann, président de la cour d'appel de Berlin-Ouest, tué par le Mouvement du 2 juin pendant une tentative d'enlèvement en soutien à la grève de la faim.

[15] Heinrich Böll, écrivain allemand.

[16] Friedrich Hacker, se voulait expert psychiatrique en matière d'agression et de terrorisme.